



40 ANS

NUMÉRO SPÉCIAL

N° 1 le 7 avril 1986

- Interview de Pierre Terzian p. 6-7
- Extrait de la 1^{ère} page du N°1 p. 7

L'avenir du détroit d'Ormuz cristallise les inquiétudes du marché pétrolier

Rarement un discours avait été aussi attendu, aux Etats-Unis, au Moyen-Orient, dans le monde et sur les marchés. Donald Trump s'est adressé au peuple américain le 1^{er} avril au sujet de la guerre contre l'Iran. En termes de prix du brut, le résultat a été très clair. Au cours de la journée du 2 avril, les prix du Brent de la mer du Nord et du West Texas Intermediate (WTI) ont bondi de 7,8% et de 11,4 % pour clôturer à \$109/b (contrat de juin 2026) et à \$111,50/b environ (contrat de mai 2026) respectivement. Le président américain n'a clairement pas rassuré les marchés. On note par ailleurs que le prix du WTI est devenu supérieur à celui du Brent, ce qui est exceptionnel. Mais on compare ici deux échéances différentes, juin pour le Brent et mai pour le WTI, qui sont les plus rapprochées pour chacun de ces deux bruts de référence. Le 3 avril, au moment de la fin de la rédaction de cet article, il y avait une différence de plus de \$14 entre les prix des contrats de mai (\$112/b environ) et de juin 2026 (\$98/b) pour le WTI sur le Nymex, selon CME Group.

(suite en page 2)



Golden Pass LNG : le pari américain de QatarEnergy validé par le contexte géopolitique

Le projet Golden Pass LNG, coentreprise entre QatarEnergy (70 %) et ExxonMobil (30 %), a franchi une étape décisive avec la production de ses premières quantités de GNL sur son terminal de Sabine Pass, au Texas. Ce démarrage, attendu de longue date, marque l'entrée en service progressive de l'un des plus grands projets d'exportation de GNL aux États-Unis, avec une première cargaison désormais attendue au deuxième trimestre 2026. À terme, Golden Pass doit atteindre une capacité de 18 Mt/an, dont environ 6 Mt/an pour le Train 1 actuellement en phase de montée en puissance. La répartition des volumes reflétera la structure capitaliste, avec une majorité revenant à QatarEnergy. L'aboutissement du projet n'a rien d'anodin. Lancé en 2019, Golden Pass a été marqué par une succession de retards et de surcoûts, notamment liés à la faillite de son contractant EPC initial, Zachry. Cette défaillance a imposé une réorganisation industrielle et un recalage du calendrier, illustrant les tensions croissantes sur les chaînes de construction dans le secteur du GNL. Malgré ces difficultés, le projet (estimé à environ \$10 milliards) est aujourd'hui en mesure de livrer ses premiers volumes.

LE PETROSTRATEGIES

SOMMAIRE

Ormuz-inquiétude	p.1
Golden Pass LNG	p.1
Ormuz (suite)	p.2
Afrique-crise	p.4
Interview	p.6-7
Infos-semaine	p.8
Brèves	p.9

L'entrée en service de Golden Pass intervient dans un contexte de forte tension sur l'offre mondiale de GNL. Le marché est actuellement très perturbé par les conséquences du conflit au Moyen-Orient, qui affecte directement les capacités d'exportation du Qatar, un mastodonte en termes de production et d'exportation de gaz naturel liquéfié. Les dommages infligés par l'Iran aux installations de Ras Laffan pourraient réduire de 17 % la production de QatarEnergy durant une période prolongée, créant un déficit significatif sur le marché international. Dans ce contexte, les premiers volumes américains issus de Golden Pass jouent déjà un rôle d'amortisseur. Le démarrage du terminal contribue à atténuer les tensions perçues sur l'offre, alors même que les prix restent élevés, notamment en Asie.

*Ancrer une partie
de la production
de QatarEnergy sur le
sol américain permet
de réduire l'exposition
au Golfe*

Pour QatarEnergy, l'intérêt du projet dépasse largement la simple logique de capacité. Golden Pass s'inscrit dans une stratégie de diversification géographique engagée depuis plusieurs années : ancrer une partie de la production sur le sol américain permet de réduire l'exposition aux risques géopolitiques concentrés dans le Golfe. Cette stratégie prend aujourd'hui tout son sens. Les perturbations actuelles dans le détroit d'Ormuz et les dommages subis par certaines installations qataries ont contraint le groupe à revoir ses flux contractuels, allant jusqu'à déclarer la force majeure sur certains contrats de long terme. Dans ce contexte, Golden Pass devient un levier opérationnel de première importance. Des cargaisons issues du terminal texan devraient notamment être redirigées vers l'Europe dès juin, afin de compenser les ruptures d'approvisionnement en provenance du Qatar.

Bien évidemment, Golden Pass renforce aussi la position structurelle des États-Unis sur le marché mondial du GNL. Déjà premier exportateur mondial, ce pays continue d'accroître ses capacités dans un contexte de demande soutenue et de volatilité accrue des flux énergétiques. L'installation texane devrait à elle seule ajouter plus de 2,5 Gpc/j (26 Gm³/an) de capacité à pleine charge, contribuant à consolider l'influence américaine sur les marchés européens et asiatiques.

Avec le démarrage de Golden Pass LNG dans le contexte actuel très difficile, on constate que le « timing » des projets est parfois aussi important que leur taille. Alors que le marché fait face à un choc d'offre d'origine géopolitique, toute nouvelle capacité disponible acquiert une valeur stratégique forte et immédiate, susceptible de rassurer les pays acheteurs, et plus largement tous les acteurs qui misent sur le GNL pour répondre à leurs besoins énergétiques.



Pétrole : le marché peine à entrevoir une sortie de crise

(suite de la page 1)

Donald Trump a pourtant réaffirmé que les opérations militaires de la coalition avec Israël se déroulaient très bien, que les États-Unis auraient bientôt atteint tous leurs buts de guerre et qu'ils pourraient envisager d'arrêter le conflit dans deux ou trois semaines en ayant complètement rempli leur mission. Ces propos auraient pu contribuer à détendre les marchés mais la tonalité générale de l'intervention présidentielle a été jugée très musclée avec des annonces de frappes très dures dans les deux ou trois prochaines semaines pour « renvoyer l'Iran à l'âge de pierre », ce qui a évidemment suscité des réponses verbales enflammées à Téhéran. Par ailleurs, les décisions récentes du département de la Guerre sur l'envoi de nouvelles forces vers le Moyen-Orient avec l'ajout, à un impressionnant dispositif aéronaval existant, d'une composante terrestre ou potentiellement terrestre (unités expéditionnaires des Marines, parachutistes de la 82^{ème} division aéroportée et divers commandos, tels que les Rangers de l'armée

de terre et les Navy Seals) semblent plutôt présager une intensification du conflit qui a débuté le 28 février. De plus, des alliés clés des Etats-Unis, Israël et des pays arabes tels que les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, insistent pour que l'effort de guerre ne soit pas arrêté avant que le travail ne soit vraiment terminé. Israël souhaite évidemment depuis longtemps affaiblir au maximum son ennemi mortel et, si possible, se débarrasser de la République islamique d'Iran. Du côté d'Abou Dhabi et de Riyad, on redoute de rester après la fin du conflit face à un Iran gravement blessé mais encore vivant et désireux de se venger.

L'inquiétude majeure pour les marchés et pour le monde tourne autour du détroit d'Ormuz par lequel passent normalement des navires transportant l'équivalent de 20 % de la consommation pétrolière mondiale et 20 % des exportations mondiales GNL. Et ces inquiétudes très légitimes sont alimentées par des déclarations ou actions des Etats-Unis et de l'Iran. Les propos de Donald Trump, laissant entendre qu'il pourrait ordonner la fin des combats dans les prochaines semaines même si Ormuz restait bloqué, ont fait le tour du monde à la vitesse de l'éclair. Après tout, a indiqué en substance le président américain, les Etats-Unis sont très peu dépendants du pétrole et du GNL passant par ce détroit stratégique, ce qui est parfaitement vrai. Les flux d'hydrocarbures par Ormuz sont destinés très majoritairement aux marchés asiatiques (80-90 % du total) et aux marchés européens et autres. Donald Trump et son Administration sont très mécontents du comportement de leurs alliés européens et asiatiques, qui ne les aident pas dans cette guerre qui a été décidée sans eux, et le président américain leur conseille aimablement de devenir « un peu courageux pour une fois » et « d'aller chercher eux-mêmes leur pétrole au Moyen-Orient ». Il est cependant très douteux que les Etats-Unis puissent dans quelque temps déclarer victoire et rentrer chez eux en laissant Ormuz bloqué par l'Iran, ce qui maintiendrait les prix du pétrole à des niveaux très élevés et les prix des carburants, y compris en Amérique du Nord, à des niveaux également très élevés (PETROSTRATEGIES du 30 mars 2026). Il y a beaucoup de dépit derrière une telle menace mais le seul fait que de hauts responsables américains puissent raisonner de cette façon n'est, là aussi, pas très rassurant.

*Il est douteux que les
Etats-Unis puissent
déclarer victoire et
rentrer chez eux en
laissant Ormuz bloqué
par l'Iran*

L'Iran ajoute son grain de sel dans cette affaire. Depuis plusieurs jours, Téhéran laisse entendre que l'après-guerre ne sera pas un retour au monde d'avant et qu'il faudra, d'une façon ou d'une autre, reconnaître sa souveraineté sur Ormuz. C'est l'un des cinq points mis officiellement sur la table par les autorités iraniennes en vue d'une fin du conflit. Le corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) a gentiment invité les compagnies de transport maritime à le contacter pour que leurs navires dans le Golfe puissent bénéficier d'une route sécurisée à travers Ormuz et proche du territoire iranien, y compris contre des espèces sonnantes et trébuchantes. Et la commission de la sécurité nationale du parlement iranien a adopté un projet de loi en vue d'institutionnaliser de telles pratiques. Aux Nations unies, Bahreïn a déposé un projet de résolution devant le Conseil de sécurité demandant que l'on autorise un Etat ou un groupe d'Etats à utiliser tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire, pour assurer la liberté de navigation (conformément au droit maritime international) à Ormuz. Ce projet est fortement soutenu par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), qui réunit l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Koweït, le Qatar, Bahreïn et Oman. Au moment de la finalisation de cet article, cette proposition faisait l'objet de discussions très animées au sein du Conseil de sécurité, une instance dans laquelle cinq Etats (Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni et France) disposent d'un droit de veto. Compte tenu du contexte géopolitique actuel dans le Golfe, il est clair que la

Chine et la Russie sont dans les starting-blocks pour dégainer leur droit de veto en vue de protéger leur allié iranien et de mettre l'accent sur les responsabilités américaines et israéliennes.

Entre le 28 mars et le 2 avril, les Houthis du Yémen ont lancé cinq attaques de missiles contre Israël. Ces actions militaires, dont l'Iran ne peut que se féliciter et qu'il appelait de ses vœux, pourraient annoncer l'ouverture d'un nouveau front dans la guerre. L'Iran est en guerre, le Liban est entré bien malgré lui dans ce conflit du fait des affrontements très violents entre Israël et le Hezbollah, et en Irak, la coalition américano-israélienne frappe des milices chiites pro-iraniennes qui visent des cibles et des intérêts américains. A ce jour, les Houthis, qui font partie de ce que Téhéran appelle « l'Axe de la résistance », font le service minimum. Leurs frappes contre Israël sont très récentes et peu intenses et n'ont aucun impact grave sur l'Etat hébreu. C'est une façon d'exprimer une certaine solidarité envers l'Iran, qui aide les Houthis depuis de nombreuses années et qui a largement contribué à les armer, sans pour autant prendre le risque d'être à son tour frappé par Israël et par les Etats-Unis. Il semble que l'Iran pousse les Houthis à aller beaucoup plus loin et à recommencer à attaquer des navires marchands en mer Rouge, comme ils l'avaient fait à partir de novembre 2023 dans le contexte de la guerre à Gaza. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas non plus une nouvelle rassurante pour les marchés et pour le monde car les Houthis occupent une partie du Yémen le long de la mer Rouge et seraient en mesure, s'ils le décidaient, de gêner de façon considérable la circulation maritime à travers le détroit de Bab el-Mandeb. Le scénario d'un blocage simultané de deux des détroits les plus importants du monde est très inquiétant alors que l'Iran a encore frappé tout récemment deux tankers dans le Golfe, l'un appartenant au Koweït et l'autre au Qatar.



Crise au Moyen-Orient : une fenêtre d'opportunité pour les producteurs africains ?

La fermeture du détroit d'Ormuz ouvre une opportunité pour les producteurs africains de pétrole et de gaz d'élargir leur accès aux marchés mondiaux, mais une réaction rapide sera nécessaire pour en tirer pleinement parti. Un risque géopolitique durable au Moyen-Orient favoriserait une « dépendance structurellement plus faible » vis-à-vis des volumes en provenance de la région, souligne Skip York, du Baker Institute for Public Policy de l'université de Rice. L'objectif ne serait pas de remplacer un fournisseur par un autre mais d'éviter toute dépendance excessive. Les producteurs africains, souvent en dehors des principaux foyers de tensions et politiquement plus neutres, bénéficient en outre d'un avantage géographique durable côté Atlantique.

Pour capter cette opportunité, les États africains doivent accélérer la sécurisation des marchés et des financements tout en renforçant la fiabilité des approvisionnements et leurs performances ESG, notamment dans les émissions de méthane, afin de répondre aux exigences européennes. Le règlement de l'Union européenne sur les émissions de méthane dans le secteur énergétique, entré en vigueur en août 2024, impose un « reporting » détaillé des dispositifs de détection et de réparation des fuites pour les importations de pétrole, de gaz et de charbon. À partir de janvier prochain, les importateurs devront démontrer que ces produits proviennent de juridictions appliquant des exigences équivalentes en matière de suivi, de déclaration et de vérification. D'ici à 2030, les importations devront respecter un seuil d'intensité méthane défini.

Brendon Verster, économiste senior chez Oxford Economics en Afrique du Sud, adopte toutefois une approche prudente. Selon lui, les pays africains devraient fortement accroître leur production pour rivaliser avec le Moyen-Orient, ce qui suppose d'importants investissements dans les infrastructures. Or, la plupart des exportateurs africains, dont le Nigeria, disposent de marges limitées à court terme. Oxford Economics anticipe par ailleurs un ralentissement, puis un déclin, de la demande mondiale de pétrole à long terme, ce qui pourrait rendre ces investissements tardifs.

Chaque mois de perturbation au Moyen-Orient pourrait retrancher environ 1,5 % à la disponibilité annuelle mondiale de GNL. Pourtant, les perspectives pour les producteurs africains de gaz sont plus limitées que pour le pétrole en raison de la dépendance aux infrastructures, de l'intensité capitaliste et de cadres réglementaires plus complexes, souligne Harry Broadman de WestExec Advisors. L'Algérie pourrait tirer parti de ses interconnexions gazières avec l'Europe tout comme le Nigeria, qui dispose d'un potentiel de montée en puissance dans le GNL. À moyen et long terme, le développement gazier africain dépendra toutefois d'améliorations de gouvernance, notamment en matière de clarté réglementaire, de stabilité contractuelle et de modernisation institutionnelle.

*L'Algérie pourrait
tirer parti de ses
interconnexions
gazières avec l'Europe*

Le Nigeria reste « une source de frustration », selon Skip York, en raison de la mise en œuvre difficile des réformes et d'un contexte sécuritaire encore fragile. Ce pays « sous-performe systématiquement » dans la valorisation de ses ressources. Si le vol de pétrole a reculé, la durabilité de la sécurité dans le delta du Niger reste incertaine. La production est déjà à son maximum : selon l'AIE, elle s'élevait à 1,42 Mb/j en mars, sans capacité supplémentaire disponible.

L'Angola apparaît, à l'inverse, comme « l'acteur le plus cohérent stratégiquement ». Après sa sortie de l'OPEP début 2024, ce pays a engagé une libéralisation de son secteur pétrolier pour se positionner comme fournisseur fiable. En novembre 2024, le régulateur a réduit les redevances à 15 % (contre 20 % auparavant), a plafonné sa part dans le partage des profits à 25 % et a autorisé la récupération des coûts d'exploration, y compris en cas d'échec. Le bassin onshore de Kwanza reste largement sous-exploré, en partie du fait de la longue guerre civile postcoloniale. Sur les vingt principaux gisements du pays, seuls cinq afficheraient un taux de maturité inférieur à 70 %. Des découvertes récentes confirment le potentiel : en février, l'Italien Eni a annoncé une découverte offshore pouvant atteindre 500 millions de barils. Oxford Economics prévoit une hausse de la production angolaise de 6,5 % en 2026, à 1,14 Mb/j, contre 1,7 à 1,8 Mb/j au milieu des années 2010.

Le Sénégal fait également figure de nouvel entrant après le démarrage de la production du projet offshore Sangomar en 2024 par Woodside Energy. Ce pays a maintenu sa stabilité politique malgré une période électorale disputée, le nouveau gouvernement affichant une continuité dans la politique énergétique. La compagnie nationale Petrosen prévoit une campagne d'exploration onshore de \$100 millions cette année. Toutefois, la volonté affichée de renégocier les contrats pourrait intervenir à contretemps. En mars, le Premier ministre Ousmane Sonko a qualifié de « déséquilibré » le contrat du projet gazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA) opéré par BP, affirmant que l'époque des concessions figées sur 25 ans était révolue.

« Cette crise pourrait relancer les stratégies de sortie des énergies fossiles »

Interview de Pierre Terzian, fondateur de PETROSTRATEGIES et directeur de la publication entre 1986 et 2023.

Vous avez créé l'hebdomadaire PETROSTRATEGIES en 1986. D'où est venue cette idée ?

Je suis « tombé » dans le pétrole par un concours de circonstances. En 1972, en quatrième année de sciences économiques à Beyrouth, j'ai écrit un mémoire sur les premières négociations de prix entre l'OPEP et les grandes sociétés pétrolières qui avaient commencé en 1971. C'était l'actualité. Puis j'ai envoyé ce texte au quotidien de langue française L'Orient-Le Jour. Quelques jours plus tard, à ma grande surprise, mon papier a fait la « une » du supplément hebdomadaire de ce journal. Ce qui me valut un appel de Nicolas Sarkis, le patron du Centre arabe d'études pétrolières, qui m'a proposé d'entrer dans son équipe. C'est ainsi que j'ai commencé une carrière de journaliste spécialisé. En avril 1975, j'ai cofondé avec Lucien George, alors correspondant du Monde à Beyrouth, et le Financial Times de Londres, une lettre d'information qui s'intitulait Petro Money Report. Mais la guerre civile, qui a commencé presque au même moment, a très vite rendu impossible la poursuite de mes activités à partir de Beyrouth. Après avoir donc sillonné le Golfe pour remplir ma mission (35 voyages en quatorze mois !), j'ai décidé, en août 1976, de m'installer à Paris ; j'y ai retrouvé Nicolas Sarkis, mais dans le cadre d'un mi-temps seulement, ce qui m'a permis d'écrire ma thèse de doctorat à Paris I sur les « Structures des prix dans les contrats d'E&P de pétrole ». Par la suite, j'ai mené, en parallèle, deux activités : journalisme spécialisé et conseil pétrolier sur les questions liées à l'amont.

Quel était le contexte du marché pétrolier au milieu des années 1980 ?

La « lecture » de l'actualité pétrolière n'était pas très compliquée à l'époque : les paramètres étaient relativement stables. Tout a changé fin 1985 avec la « guerre des prix » qui a éclaté entre pays de l'OPEP. Les repères traditionnels ont disparu. Je me suis dit alors qu'on avait besoin, en français, d'un journalisme pétrolier analytique, que l'on ne pouvait trouver à l'époque qu'en anglais. D'où l'idée de créer PETROSTRATEGIES. Mais j'ai toujours mené en parallèle mes activités de consultant, qui m'ont continuellement passionné, en les élargissant cependant aux questions géopolitiques et au gaz naturel.

Quarante ans plus tard, quelle est votre analyse du conflit actuel au Moyen-Orient ?

L'importance du détroit d'Ormuz, un passage relativement étroit qui contrôle un cinquième du pétrole consommé et un cinquième du GNL échangé dans le monde, en fait un endroit idéal pour la pratique d'une guerre asymétrique, car avec peu de moyens on peut considérablement perturber le trafic maritime, voire le stopper. En clair, l'impact visé est disproportionné par rapport aux moyens employés. Il ne s'agit pas seulement d'un impact purement énergétique, car les pénuries qui menacent de se créer et les hausses de prix peuvent déstabiliser des pays entiers jusqu'aux confins de la planète. C'est pourquoi je suis surpris de la relative modération des réactions internationales devant l'énormité du danger qui a été créé à partir d'une situation qui pouvait (et devait de toute évidence) être gérée par des moyens diplomatiques plutôt que par la guerre.

« Le principal non-dit du conflit actuel concerne la rivalité Chine-USA »

Face à ce choc historique, la réaction du marché pétrolier n'est-elle pas finalement très mesurée ?

Effectivement, la hausse des prix du brut est limitée : le Brent dépasse quelque peu la barre des \$100/b. Rappelons qu'au lendemain de la révolution iranienne, en 1979, alors que la perturbation de l'offre était le quart seulement de son volume actuel (soit environ 5 Mb/j), les cours avaient atteint environ \$160/b en termes constants de nos jours. De même, la « bulle spéculative » de 2008, alors qu'il n'y avait aucune pénurie de l'offre, avait propulsé le prix à plus de \$200/b (en termes constants). On assiste aujourd'hui à une forme d'inconscience ou d'impuissance politique extrêmement inquiétante qui s'explique peut-être par le fait que les tankers partis du Golfe au début du conflit continuent de décharger du brut dans les ports d'arrivée et que c'est à partir de maintenant que la chute de l'offre va se faire surtout sentir.

Cette crise peut-elle selon vous avoir un impact durable sur le marché énergétique mondial ?

À court terme, il est possible que les acteurs réagissent en se tournant davantage vers la voiture électrique, pour ce qui est des usagers ; et accroissent les stockages proches des centres de consommation, pour ce qui est des entreprises. À plus long terme, la fragilité de la chaîne d'approvisionnement en pétrole et en GNL, qui a été démontrée par cette crise, pourrait relancer les stratégies de sortie des énergies fossiles, qui

battaient de l'aile ces dernières années dans des zones comme l'UE. Si cela était le cas, on pourrait dire que, paradoxalement, Donald Trump aura contribué à un renouveau de la lutte contre le changement climatique !

La crise pétrolière actuelle aurait-elle pu être évitée, même en cas de conflit majeur dans la région ?

Si l'on regarde la carte des oléoducs qui ont été construits depuis les années 1940-1950 pour évacuer le brut du Golfe vers d'autres mers sans passer par Ormuz, on constate que la quasi-totalité du volume qui traversait ce détroit à la veille de cette nouvelle guerre aurait pu y échapper aujourd'hui, à quelques rares exceptions près comme le pétrole iranien. Mais nous vivons encore dans le prolongement des dégâts provoqués par la guerre d'Irak (2003). Ainsi, le bombardement américain de la station de pompage stratégique, qui permettait à l'Irak d'exporter son pétrole vers la Méditerranée via la Turquie, la Syrie et le Liban, rend cette alternative impossible. La détérioration des relations entre Bagdad et Erbil a stoppé le flux du brut vers Ceyhan à travers la Turquie. Et le Koweït a été coupé de l'oléoduc qui aurait pu lui permettre d'exporter du brut vers la mer Rouge à travers l'Arabie Saoudite. Ainsi, un quart de siècle après, le monde paie encore le prix de cette guerre, sans compter les conséquences politiques que tout le monde connaît : déstabilisation profonde de toute la région, apparition de Daech & Co... Il se peut que les conséquences du conflit actuel soient au moins aussi durables, car les déséquilibres géopolitiques créés par la guerre d'Irak risquent d'être accentués par le conflit actuel, avec en plus l'ajout de nouveaux facteurs d'instabilité. Et c'est peut-être le but recherché par certains.

En attaquant l'Iran, Donald Trump cible-t-il uniquement ce pays ou a-t-il également d'autres objectifs plus distants en tête ?

Le principal non-dit du conflit actuel concerne la rivalité Chine-États-Unis. Une prise de contrôle total d'Ormuz par les Américains, à supposer qu'elle ait lieu, ce qui paraît peu probable, donnerait à ceux-ci une arme de négociation et de pression redoutable à l'égard de la Chine. C'est pourquoi l'attitude relativement passive — du moins en apparence — des Chinois laisse perplexe. À moins que la Chine n'attende une plus grande maturation des événements pour bouger, ce qui reste une éventualité sérieuse. La Chine soupèse, comme beaucoup d'autres, les changements politiques énormes survenus aux États-Unis. L'Amérique est devenue plus militariste, moins sophistiquée sur tous les autres plans et elle s'est isolée de la plupart de ses alliés, à l'exception d'Israël et de certains pays d'Asie-Pacifique qui sont ses « alliés obligés ». Ce que craint surtout la Chine, qui veut un cadre stable pour exporter ses marchandises, c'est l'instabilité internationale créée par l'administration Trump, y compris dans le Golfe.

PETROSTRATEGIES
L'Hebdomadaire de l'Énergie en Afrique et au Moyen-Orient

N° 1
7 avril
1986
1ère année

LES REVENUS DE L'OPEP POURRAIENT TOMBER A MOINS DE \$50 MILLIARDS EN 1986

Les revenus nets des exportations pétrolières des treize pays membres de l'OPEP pourraient tomber à moins de \$50 milliards en 1986, si les prix du brut persistaient à évoluer en dessous de la barre des \$15/b. Il faudrait remonter à 1973 pour retrouver un niveau de revenus comparables; cette année-là l'OPEP avait obtenu \$23 milliards, ce qui, en dollars constants, représente plus que les \$50 milliards dont elle est menacée aujourd'hui, alors que sa population globale a entre-temps augmenté de près de 40%.

Les résultats détaillés de la simulation effectuée par PETROSTRATEGIES sont présentés en page 5. Le modèle retenu calcule les revenus nets des exportations pétrolières en tenant compte des coûts techniques de production, de l'amortissement en cours des champs récemment développés et des marges accordées aux sociétés productrices lorsqu'il s'agit d'opérateurs étrangers. Les derniers quotas officiels de l'OPEP, soit 16 millions de b/j de production pour l'ensemble des treize pays, ont servi de référence.

Le modèle montre que l'OPEP ne peut espérer frôler la barre des \$100 milliards de revenus qu'à partir d'un prix de \$25/b. A \$10/b, cinq pays membres (Gabon, Equateur, Qatar, Indonésie et Algérie) devraient se contenter de moins de \$1 milliard/an. La situation la plus difficile serait celle du Gabon à plus d'un titre. Les revenus pétroliers de ce pays sont les plus réduits

(voir en page 5)

GNL: Gdf ET SONATRACH ADOPTENT LES NETBACKS COMME REFERENCE

On attendait les Algériens au tournant de Bruxelles, puis de Rome. C'est à Paris qu'ils ont décidé d'abandonner leurs cartes, en bouleversant une fois de plus les données du marché gazier. Cette fois, la Sonatrach et Gdf ont décidé de prendre pour référence du prix du GNL algérien les cours netbacks des huiles brutes, qui constituent le "panier" d'indexation de leur contrat, et d'abandonner les prix officiels qui ont perdu toute signification commerciale depuis plus d'un an déjà.

Il s'agit d'un accord "transitoire", qui a été négocié le 25 mars à Alger entre Yves Cousin, directeur au Gdf chargé de la délégation aux approvisionnements, et Kamel Said, directeur des exportations de gaz de la Sonatrach. Il prévoit que pour le 2ème trimestre 1986, le prix du GNL algérien sera calculé en fonction des cours moyens netbacks du panier des huit bruts, tels que publiés par le Platt's au cours du 1er trimestre 1986, en tenant compte de quelques ajustements notamment pour le calendrier d'application. On déclare à Gdf que l'objectif est de parvenir à une "homogénéité" avec les prix des autres gaz que reçoit la France "rendus frontière", en tenant compte des coûts de transport et de régazéification du GNL algérien, la formule ainsi retenue, qui est une innovation en la matière, permettrait de résorber l'écart de 15 à 20% qui subsistait entre le prix du gaz algérien (environ \$3,81/million de Btu au début de 1986) et les prix des autres gaz achetés par Gdf.

Rédacteur en chef: Pierre Tesson. Adjoint: Lory Kandem. Chef de rubrique: Nicole Jettis Fleury. Abonnements: France: 4800 FF; Europe: 5000 FF; Reste du monde: 5100 FF. Directeur-Matériel: 127, rue Falguère, 75015 Paris, France. Téléphone: 43.21.21.00 - Téléc: 20340 PETISTAT.

Cette crise révèle une certaine fragilité des États du Golfe. Quelles perspectives peut-on envisager dans ce domaine ?

L'impact du conflit actuel sur les économies des petites monarchies du Golfe soulève des interrogations quant à la validité des modèles de développement alternatifs au pétrole qui ont été initiés dans ces pays ces dernières années. Ces modèles, étincelants, ont démontré leur fragilité. En particulier, ils exigent une ouverture à l'extérieur toujours assurée et une stabilité et une sécurité que la région du Golfe ne réunit pas et qu'elle ne pourra probablement pas réunir avant longtemps. Cela ouvre donc un champ de réflexion qui devrait occuper les esprits au cours des prochaines années : comment développer des alternatives plus solides au pétrole ? Faudrait-il sacrifier la flamboyance à la recherche d'autres modèles ? En tous cas, sans une paix durable et assurée, il n'y a aucun modèle économique alternatif possible. Ce qui soulève une question : ce qui est recherché, est-ce une instabilité perpétuelle, ce qui reviendrait à garder tous ces pays sous une forme de dépendance ?

PETROSTRATEGIES n°1 –
Hebdomadaire Petrostrategies I
bit.ly



Consulter l'intégralité du n°1

INFOS-SEMAINE

ENTREPRISES

La production du Chinois CNOOC a augmenté de 7 % l'an dernier, à 2,13 Mbep/j

Le groupe chinois CNOOC a enregistré en 2025 une production et des réserves d'hydrocarbures record, confirmant la dynamique de croissance de son activité amont. Sa production nette a atteint 2,13 Mbep/j, en hausse de 7 % sur un an, pour un total annuel de 777,3 Mbep. Dans le détail, la production de pétrole brut a progressé de 5,8 %, tandis que celle de gaz naturel a augmenté de 11,6 %, reflétant l'orientation croissante du groupe vers le gaz. Les réserves prouvées ont également atteint un niveau record de 7,77 Gbep, en hausse de 6,9 %, portées par les découvertes et la poursuite des investissements en exploration. Sur le plan financier, le bénéfice net a reculé de 11,5 % à \$17,7 milliards, dans un contexte de baisse des prix du brut, combinée à des effets de coûts et de mix de production. Le chiffre d'affaires issu des ventes de pétrole et de gaz a diminué de 5,6 %, à \$48,6 milliards. Pour 2026, CNOOC prévoit des investissements compris entre \$16,2 et 17,7 milliards, avec un objectif de production annuelle situé entre 780 et 800 Mbep d'hydrocarbures.

CONJONCTURE

Conflit au Moyen-Orient : Bruxelles table sur une crise énergétique assez longue

En lien avec la guerre au Moyen-Orient, la Commission européenne anticipe désormais un déséquilibre structurel des marchés énergétiques, appelant à des ajustements durables de la demande autant que de l'offre. Le commissaire à l'Énergie Dan Jørgensen a appelé les États membres à renforcer leurs efforts de sobriété face à une situation jugée « très grave ». Cette crise, alimentée par les tensions au Moyen-Orient, s'inscrit dans un contexte plus large de recomposition des marchés énergétiques depuis 2022. Elle affecte particulièrement les produits pétroliers (kérosène, diesel et brut destiné au raffinage) pour lesquels l'équilibre entre l'offre et la demande reste fragile. Le commissaire a estimé que les perturbations actuelles auront des effets durables. « Même si la paix revenait demain, nous ne retrouverions pas une situation normale dans un avenir prévisible », a-t-il déclaré. Au-delà des tensions sur l'approvisionnement, les contraintes portent aussi sur les capacités de raffinage

et les chaînes logistiques, accentuant la volatilité des marchés.

GNL

Le terminal méthanier de Zeebruges a injecté 480 TWh dans le réseau européen en 2025

En 2025, le terminal d'importation de GNL opéré par Fluxys à Zeebruges, en Belgique, a accueilli un nombre record de navires. Fluxys a publié, le 31 mars, ses résultats pour 2025. Le gestionnaire d'infrastructures explique qu'au total, 480 TWh de gaz naturel ont été injectés dans son réseau de transport. L'inversion ouest-est des flux de gaz, liée à la fin des importations de gaz russe par gazoducs, se poursuit : près de 40 % de gaz naturel supplémentaire a été acheminé vers l'Allemagne et les Pays-Bas par rapport à 2024. Fluxys annonce également l'augmentation de l'utilisation de son service de remplissage de camions-citerne GNL. Depuis le 1^{er} janvier 2025, le terminal utilise quatre nouvelles stations et le nombre de chargements a augmenté de plus de 10 % pour atteindre 8440. Il pourrait être affecté par le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran du fait que certains de ses clients importent du GNL depuis le Qatar dans le cadre de contrats de long terme. Toutefois, à ce stade, « ces contrats et les obligations de paiement qui y sont associées restent pleinement en vigueur et inchangés ».

CHARBON

L'Italie repousse sa sortie du charbon à 2038, en lien avec la crise énergétique

Le Parlement italien a voté, le 31 mars, le report de la fermeture des centrales à charbon de 2025 à 2038. La mesure, approuvée par la Chambre des députés, doit encore être validée par le Sénat, où la majorité gouvernementale devrait assurer son adoption. Ce revirement est justifié par des impératifs de sécurité énergétique, dans un contexte de forte volatilité des marchés liée aux tensions au Moyen-Orient. L'Italie reste en effet très dépendante des importations de gaz, ce qui expose son système énergétique aux chocs externes et à la hausse des prix. En pratique, l'impact immédiat devrait rester limité. Le pays ne compte plus que quatre centrales à charbon, dont deux sont déjà à l'arrêt et ont perdu leur autorisation d'exploitation. Les deux autres, situées en Sardaigne, bénéficiaient déjà d'un calendrier de fermeture différé lié à des contraintes d'interconnexion électrique avec le continent. Le charbon ne représente plus qu'une part marginale du mix électrique italien (moins de 1 % en 2025), mais il conserve une valeur stratégique comme capacité de secours en cas de crise d'approvisionnement.

BREVES

■ États-Unis : report du délai de vente des actifs étrangers de Lukoil

Aux États-Unis, l'Ofac (Office of Foreign Assets Control) a prolongé d'un mois le délai accordé aux acheteurs potentiels pour négocier la vente des actifs étrangers de Lukoil. Cette vente, qui porte sur des actifs d'une valeur d'environ \$22 milliards, inclut la cession de Lukoil International, société basée en Autriche, qui supervise plus de 100 filiales de Lukoil réparties dans près de cinquante pays. La nouvelle date limite est fixée au 1^{er} mai 2026.

■ Brésil : Petrobras a découvert du pétrole à Marlim Sul

Petrobras a annoncé une découverte de pétrole dans le champ de Marlim Sul, situé dans la formation anté-salifère du bassin de Campos, au large du Brésil. L'entreprise est l'unique propriétaire du gisement de Marlim Sul. Petrobras a également annoncé une découverte de gaz sur le puits Copoazu-1, situé dans le bloc GUA-OFF-O, au large des côtes colombiennes, où les opérations de forage ont débuté en novembre 2025. Le pétrole brut est devenu le principal produit d'exportation du Brésil, qui reste dépendant des marchés internationaux pour les produits raffinés.

■ Transport : les voyages en avion en hausse en mars 2026

En mars 2026, la croissance estimée de l'offre mondiale de voyages en avion par rapport à mars 2025 s'est établie à 3,3 %, selon l'Association internationale du transport aérien (Iata). L'offre a donc continué d'augmenter malgré la hausse des coûts en carburant, la hausse des prix des billets et l'ajustement des capacités de transport aérien liés à la guerre au Moyen-Orient. Le taux de remplissage des vols des 360 compagnies aériennes membres de l'Iata a été « le plus élevé jamais enregistré pour un mois de février », à 81,4 %, soit 0,3 point de mieux qu'en février 2025.

■ États-Unis : le DOE maintient en service une unité au charbon

Aux États-Unis, le département de l'Énergie (DOE) a décidé de prolonger une ordonnance d'urgence maintenant en activité l'unité 1 (446 MW) de la centrale au charbon de Craig (1,4 GW) au-delà de sa date de mise hors service initiale, c'est-à-dire fin 2025. Une première ordonnance avait exigé le maintien des opérations de la centrale jusqu'au 30 mars 2026 pour cause d'« urgence énergétique » dans l'Ouest américain. La prolongation supplémentaire permet à la centrale de Craig de rester en service au moins jusqu'au 28 juin prochain.

■ Spot ★

• Au Royaume-Uni, **TotalEnergies** a finalisé la fusion de ses activités amont avec l'entreprise Neo Next. La nouvelle entité, renommée Neo Next+, est détenue par TotalEnergies à hauteur de 47,5 %. Elle devient le plus grand producteur indépendant de pétrole et de gaz au Royaume-Uni. L'entreprise espère produire plus de 250 000 bep/j en 2026 • Glenfarne s'est entendu avec le projet Texas LNG pour lui acheter 1,5 Mt/an de GNL issus de sa future usine de liquéfaction. Une FID pour ce projet est attendue cette année, avec 4 Mt/an de capacités prévues • **L'Arabie Saoudite** manquera de très loin son objectif de 130 GW installés d'électricité renouvelable en 2030, selon le consultant GlobalData, qui table sur seulement 74,2 GW cette année-là.

Cours des Monnaies *		
Pays	Monnaie	1\$US=
Afr. du Sud	Rand	17,0313
Argentine	Peso	1391,0000
Australie	Dollar	1,4554
Brésil	Real	5,1546
Canada	Dollar	1,3913
Chili	Peso	912,7800
Chine	Renminbi	6,8881
Corée du Sud	Won	1522,8000
Danemark	Couronne	6,4783
E.A.U.	Dirham	3,6718
Hongrie	Forint	333,7600
Inde	Roupie	93,3500
Indonésie	Roupie	17003,38
Japon	Yen	159,3700
Malaisie	Ringgit	4,0300
Mexique	Peso	17,9376
Nouvelle-Zélande	Dollar	1,7532
Norvège	Couronne	9,7748
Pologne	Zloty	3,7204
R. Tchèque	Couronne	21,2570
R.-U.	Livre	0,7557
Russie	Rouble C	80,4500
Singapour	Dollar	1,2875
Suède	Couronne	9,4974
Suisse	Franc	0,7987
Thaïlande	Baht	32,7900
Taiwan	Dollar	31,9950
Turquie	Lira	2,91
U.E.-11	Euro	0,8669

* Au 2 avril 2026

ISSN 0298-6019

Comm. paritaire N° 0629X93939.

Fondateur : Pierre Terzian.

Copie interdite. Ne paraît pas en août.

Egalement publié en Anglais.

Copyright © 2026 ENERSTRATEGIES SAS

E-mail: petrostrategies@petrostrategies.eu